

Changer !

Les premiers signataires :

Marie-Noëlle LIENEMANN (BN, députée européenne, ancien ministre, 62), Jean MALLOT (premier fédéral, conseiller régional, député, 03), Anne FERREIRA (députée européenne, 02), Paul QUILÈS (responsable national aux questions stratégiques, ancien ministre, 81), Emmanuel MAUREL (BN, conseiller régional, 95), Bernard ANGELS (sénateur, 95), Jean AUROUX (ancien ministre, 42), Bernard CAZENEUVE (député, 50), Jérôme LAMBERT (député, 16), Jean MICHEL (député, 63), Audrey AIT KHEDDACHE (62), Mustapha AKSIL (CN, conseiller municipal, 81), Michelle ALIBERT (81), Djebara AMEZIANE (75), Max ASSIÉ (ancien maire, 81), Chantal ASSIÉ (81), Violette ATTAL-LEFI (maire adjointe, 75), Michèle ATTAR (75), Pascal AUBERT (CFC, 69), Rémi AUFRERE (75), Rolande AZAM (maire, 81), Dominique BAILLET (75), Henri BAILLEUL (02), Andrée BALAIR (62), Claude BALAIR (62), Johanna BARASZ (CN, 75), Benjamin BARETS (92), Thierry BARTHE (92), Pierre BATTAGLIA (81), Roselyne BATTEUX (07), Vincent BAUDOUI (CF, 35), Yves BEGUIN (75), Rémy BELVAL (62), Yvon BENABDELLI (02), Jean-Louis BERLAND (conseiller municipal, 91), Carole BERLEMONT (conseillère municipale, 02), Salomé BERLEMONT (02), Marc BERNARLICIS (62), Jean-François BERNE (FFE), Alain BIOGET (95), Jean BLÉMIS (75), Michel BLOCQUET (62), Edith BOCHAND (conseillère régionale, maire adjointe, 02), Françoise BOILLETOT (secrétaire de section, secrétaire fédérale, 25), Thomas BOCQUILLON (59), Josian BONNET (81), Julien BORDRON (78), Jacqueline BOSCH (CA de section, 81), Yvonne BOU (02), Georges BOUAZIZ (02), Philippe BOULANGER (02), Alain BOURGEOIS (80), Michel BOUTON (secrétaire de section, 95), Nicolas BOUTON (80), Bruno BREDY (maire adjoint, 34), Jennifer BURFORD (76), Anne CANTEAUT (75), Didier CARDON (vice-président conseil régional, 80), Patricia CARON (BF, maire adjointe, conseillère communautaire, 02), Jean-Luc CAUDRON (62), Martine CAUDRON (62), Christiane CAUSSE (CN, 09), David CAYLA (75), Guy CESAR (81), Flavien CHAILLEUX (75), Patrice CHARRON (92), Jérôme CHAUSSON (secrétaire fédéral, 02), Michel CHAUSSON (02), Christiane CHAUSSON (02), David CHAUSSON (39), Etienne COLIN (CF, 75), Catherine COLLOMBET (75), Gérard CONDOLF (17), Viviane CONDOLF (17), Muriel CONDOLF (78), Alexandre COUSIN (CF, 62), Daisy COUSIN (CF, secrétaire de section, 62), Philippe CRINON (secrétaire fédéral, secrétaire de section, 02), Didier DAGUE (secrétaire de section, maire adjoint, 95), Céline DANIEL (62), Jacques DAVID (81), Michel DEBACQ (75), Joël DELAHAYE (62), Manuela DELAHAYE (bureau CNE, 75), Emmanuel DELLACHERIE (délégué national, BF, 95), Yvette DELRIEUX (81), Olivier DELRIEUX (81), Vincent DESMELIERS (92), Suzanne DOAT (81), Jean-Paul DORIER (75), Marie DROMER (CF suppléante, 02), Jacqueline DUCCELLIER (02), Patrick DUCOME (bureau CNE, 75), Monique DUFOUR (62), Nicolas DUFOUR (62), Jacques DUFRENE (80), Alain DUPONCHEL (75), Didier DUPRÉAU (62), Jacques DURON (92), Marie-Amélie DUTREY (75), Maryse FABREGUE (81), Christiane FERRÉ (78), René FERREIRA DA COSTA (02), Dominique FLEURAT (CN suppléante, conseillère régionale, 36), Nicole FOLLIOLEY (78), Antoine GALEWSKY (62), Jean GAMBARINI (02), Monique GAMBARINI (02), Patrick GARCIA (81), Sylviane GATTEAU (secrétaire fédérale, 02), René GAUBEN (secrétaire de section, 81), Elise GAUTIER (BF, 92), Pierre GENDRE (75), Guy GEORGES (94), Sabrina GHALLAL (CF, conseillère générale, 51), Hora GHEDDACHI (75), Alain GIRARD (maire, 91), Philippe GIRARD (75), Jean-Louis GIULIANI (02), Stéphane GOMEZ (BF, 69), Agnès GOUBET (02), Gérard GOUJON (02), Nelly GOUJON (CF suppléant, 02), Axel GREVIN (02), Michel GREVIN (02), Jean-Marc GROUX (62), Bernadette GUICHARD (CF, trésorière adjointe de section, 95), Claire HAMILLE (62), Jean-Marie HENNIN (75), Xavier HENRY (BFA, 75), François HENRY (75), Jean-Louis HERNANDO (secrétaire de section, 78), Dominique HERNU (75), Maurice HUARD (28), Francis HULIN (62), Anita IZZI (02), Eric JACOB (33), Roger JACQUIN (62), Philippe JAILLIANT (02), Mohammed JALLOULI (CF, 02), Brigitte JEDYNIK (62), Christian JOINT (02), Jocelyne JUPIN (78), Steve KALISH (67), Marie-France KERLAN (CN, 35), Julien KIEN (95), Maryse LABBE (CF, 91), Mélissa LABRE (62), Jean-Yves LACHAUDRU (62), Francis LAMARQUE (95), Jean-Pierre LANCON (BF, 02), Ugo LANTERNIER (maire adjoint, 93), Thierry LARCHER (maire adjoint, 67), Thierry LE PESANT (responsable national, 17), Pierre-Marie LEBEE (maire, conseiller général, 02), Thierry LEBLOND (02), Patrick LEBORGNE (CNE, secrétaire fédéral, 35), Rémi LEFEBVRE (CF, 59), Fabrice LEFER (62), Thierry LEGUAY (80), Bernard LELIEVRE (76), Claire LEMERCIER (75), Johann LEMONNIER (62), Fabrice LENGLET (CF, maire, 02), Joël LETURQUE (02), Roselyne LETURQUE (maire adjointe, 02), Pierre LIENEMANN (06), Evelynne LIGNER (CF, 29), Arthur LITREN (62), Jean-Vincent LLINARES (secrétaire de section, 62), Brigitte LONLAS (17), Maxime LONLAS (17), Marianne LOPEZ (31), Joëlle LOSSON (55), Alain MAGNIER (62), Claude MARTIN (62), Léopoldine MARTIN (62), Carole MERLE (02), Annick MERLEN (02), Gérard MERLIER (secrétaire de section, 62), Jean-Eric MICHALLET (75), Laurent MIERMONT (CN suppléant, maire adjoint, 75), Alain MOREAU (secrétaire fédéral, conseiller municipal, 02), Thierry MOREAU (93), Claude NACHIN (80), Anne NACHIN (80), Jean NAEM (75), Alexandrine NANCY (75), Jocelyne NARDI (02), Joseph NARDI (02), Soizic NOEL-BOURGOIS (30), René OBIANG (80), Fernand OBION (62), Philippe OHAYON (75), Marc OUBRAYRIE (02), Roselyne OUBRAYRIE (02), Jean PADILLA (ancien maire, 81), Franck PAYONNE (77), Denis PELISSIE (bureau fédéral, 81), Bertrand PERISSE (secrétaire fédéral, 75), Patrick PERNET (80), Anne PERRIER (92), Axel PIEFFER (02), Josette PHILIS (62), Michel PHILIS (62), Colin PHIPPS (92), Maryan POIDEVIN (trésorier de section, 02), Aurélien POIDEVIN (02), Frédéric POLAN (secrétaire de section, 62), Marc PREVOT (75), Yann PROUST (75), Jean-Claude PRUSKI (maire, président de communauté de communes, 02), Joseph-Marie QUILES (81), Esther RAMIREZ (CF, conseillère municipale, 81), Bernard RAULT (62), Nicolas RAVAILLE (80), Marie-France RAVERA (91), Eric REINBOLD (68), Patrick ROUCHETTE (95), Mathieu SALESE (animateur fédéral MJS, 81), Patrice SAUVAGET (92), Marc SAVRY (92), Pascal SIMON (02), Arnaud SMAGGHE (62), Taj LYDIE (62), Sylvie TASSEZ (62), Thierry TASSEZ (CF, maire, 62), Anne-Sophie TASZAREK (62), Alain TERNOT (75), Michel THIEUW (62), Michèle VALLADON (conseillère régionale, 78), Sylvie VANCASTER (62), Damien VANDEMBROUCQ (CCF 93, 93), Bernard VANDYCKE (secrétaire de section, 62), Bertrand VASNIER (CA de section, 75), Jérôme VASSAUX (02), Claude VENET (02), Christian VERGES (92), Francis VIGROUX (conseiller municipal, 81), Bernard VINCENT (80), Matthieu VITTU (62), Intissar WAHID (62), Raoul WEEEXSTEEN (75), Pierre-Alain WEIL (délégué national, 75), Leila WITZMANN (secrétaire de section, 68), Anthony YARD (62), Corinne ZANNIER (secrétaire fédérale, 93), Nathalie ZANON (92).

Consulter la liste complète sur : www.changerlavie.eu

Changer la vie, changer le monde : nous n'avons pas renoncé aux objectifs fondamentaux. Parce que la responsabilité historique majeure du Parti Socialiste est d'ouvrir à nouveau les voies de l'espérance, il est temps de faire des choix essentiels pour notre avenir, qui imposent que nous sachions changer dans nos analyses, dans nos objectifs, dans nos discours, dans nos propositions....

Le Congrès de Reims n'est pas joué. Nous pensons en effet que les militants peuvent imposer un sursaut, afin que ce congrès, que nous voulons placer sous le signe de la modernité, de la fidélité et du rassemblement ne s'enlise pas dans un scénario écrit d'avance pour eux et sans eux.

Les choix de personnes ne sont pas sans importance. Mais nous considérons qu'ils sont seconds et qu'ils doivent intervenir après les arbitrages politiques essentiels. Pour nous, le PS doit être un mouvement collectif capable de construire des synthèses entre des approches politiques différentes, et non des compromis boiteux. L'esquive de nos différences, le recours à l'homme- ou la femme- providentiel ont anesthésié notre parti depuis plusieurs années.

Il est temps d'ouvrir une ère nouvelle pour le PS. Il est temps de s'engager sur la voie ambitieuse de l'unité de la gauche. Notre perspective

est de construire une nouvelle organisation qui fédère tous les partis de la gauche mais aussi des clubs, associations, mouvements et les milliers de militants syndicaux, associatifs ou citoyens qui veulent apporter leur contribution à l'affirmation d'une gauche décomplexée, capable de porter leur espoir et d'agir. Nous souhaitons que le PS, principal parti de gauche, décide au congrès de Reims de ce cap stratégique et d'un calendrier définissant les initiatives permettant de parvenir à l'unité de la gauche.

Les socialistes doivent être à la hauteur de l'enjeu. Face à la vague libérale, néo conservatrice et anti-républicaine, la gauche doit réaffirmer ses valeurs. D'autant que le vent tourne. Le système est en crise, le cycle du libéralisme économique globalisé et triomphant s'achève. Dans ces temps incertains, la gauche et le camp progressiste mondial ont de réelles opportunités pour orienter l'avenir. Encore faut-il le vouloir et agir.

1- Riposter à l'offensive idéologique de la droite en affirmant l'actualité de nos valeurs	p. 176
2- Refuser la logique du système capitaliste financier transnational	p. 177
3- Construire une autre Europe pour mieux changer le monde	p. 178
4- Sortir de l'impasse du libre échange généralisé	p. 179
5- Répondre effectivement à l'urgence écologique	p. 180
6- Organiser un retour efficace de l'intervention publique	p. 181
7- Replacer la redistribution des richesses et la question sociale au cœur de notre projet	p. 182
8- Rénover en profondeur le Parti Socialiste et son fonctionnement	p. 183
9- S'engager de façon déterminée dans la voie de l'unité organique de la Gauche	p. 183

Après avoir lu cette contribution, nous vous proposons de nous retrouver et de poursuivre le débat sur le site :
www.changerlavie.eu

1- Changer, c'est riposter à l'offensive idéologique de la droite en affirmant l'actualité de nos valeurs

Depuis plus de 30 ans, le monde du travail subit de plein fouet une offensive sans précédent. Protection sociale, droits des salariés, services publics : les principales avancées sociales, acquises sous la gauche, sont méthodiquement mises à mal par la droite et les libéraux.

A mesure qu'il obtenait une liberté totale de mouvement, le capital s'est affranchi du pouvoir des Etats mais aussi de l'arbitrage démocratique. Les nations se trouvent souvent privées de leur capacité d'action et de régulation, et les quelques instances supranationales (l'Union européenne en fait partie) ou internationales font du libre marché et de la concurrence généralisée une règle absolue et supérieure.

Ce processus est le produit d'une idéologie dont les puissants promoteurs s'échinent à disqualifier toute remise en cause, toute recherche d'une réelle alternative. Or la gauche et singulièrement la gauche européenne, n'a pas su ou voulu résister, contribuant ainsi à réduire la politique à des choix de recettes différentes, à des choix prétendument pragmatiques. Au mieux, social-défaitisme, au pire, social libéralisme : quand la gauche renonce à sa raison d'être, les citoyens s'en détournent.

Aujourd'hui, l'urgence sociale est plus criante encore qu'hier. La seule façon d'y répondre, c'est de retrouver des leviers permettant d'agir sur l'économie, de redonner à la démocratie de réelles capacités de décision.

Pour cela, il faut changer le rapport de forces à l'oeuvre dans nos sociétés. C'est possible, pourvu que l'on accepte d'en finir avec l'abdication idéologique et culturelle qui nous paralyse depuis trop longtemps.

Il faut, en préalable, rompre avec les «fausses évidences» et les mots ambigus. En effet, la lutte politique est aussi une lutte symbolique, chaque camp cherchant à comprendre à sa manière le monde pour mieux tenter d'imposer une certaine représentation de celui-ci. Les mots, le fonctionnement ordinaire des médias et les techniques de persuasion visent à faire percevoir un monde historiquement et politiquement produit comme le meilleur des mondes possibles ou, à l'inverse, comme la source principale des injustices et des souffrances.

Nous devons nous écarter radicalement de cette conception du débat politique fabriquant une démocratie faussée. Les citoyens sont conditionnés par des années de représentation sociale fondée sur des valeurs de droite et abusés par des mots dont le sens a été manipulé : « rupture », « réforme », « égalité des chances », « modernité »... De même, le nécessaire « recentrage de l'État, sur ses missions essentielles », le « déclin de la France », le poids des

« charges sociales », « l'importance de la dette », le « trou de la Sécurité sociale » sont souvent présentés comme des évidences, qui servent de justificatif à des politiques de régression sociale.

La « déconstruction » de l'idéologie dominante représente une étape essentielle du combat à mener. Ce combat s'inspire aussi du réel, de la vie des millions d'êtres humains, tout près de nous ou sur la planète, dont on ne parle pas, qui n'existent aux yeux des décideurs qu'au milieu d'un flot de statistiques. La Gauche se nourrit de cette réalité. Elle y puise sa détermination et la conviction de la modicité de ses valeurs :

- La Gauche défend le bien commun et l'intérêt général. Les libéraux ont laissé croire que l'arbitrage marchand pouvait dans bien des domaines se substituer aux choix démocratiques. Aujourd'hui, la notion d'intérêt général prend une dimension nouvelle. Ainsi, la crise écologique montre de façon nouvelle toute la pertinence des notions de « biens publics mondiaux » et d'intérêt général, inscrites dans la durée lorsqu'il s'agit de l'eau, de l'air, des ressources naturelles et des sources d'énergies.

- La Gauche défend l'universalité des droits fondamentaux de la personne humaine, qui ne doivent pas seulement concerner les droits civiques et politiques, mais aussi les droits sociaux. Ceci est très concret lorsqu'on parle de la santé. La Droite et les libéraux préconisent l'assurance individuelle - fut-elle complémentaire à des prestations minimales de base - ; elle met en place des « franchises médicales ». La Gauche, au contraire, propose l'égalité des soins, des prestations de haute qualité pour tous et un financement par la contribution de chacun à proportion de ses facultés respectives ou des prélèvements sur l'ensemble des richesses produites. Il suffit de suivre le débat électoral aux USA pour mesurer que cette idée, qui est à la base de notre Sécurité sociale, apparaît aujourd'hui dans de nombreux pays comme porteuse d'avenir et comme une avancée de civilisation.

- La Gauche défend « la valeur du travail » et non la « valeur travail ». Pour la droite, le travail est une valeur en soi, souvent présentée comme opposée à l'oisiveté, qui serait un penchant naturel de l'homme. Depuis toujours, la droite et le patronat se sont opposés à la réduction du temps de travail, qu'il s'agisse de la durée hebdomadaire du travail, des congés payés ou de l'abaissement de l'âge de la retraite. Or si nous considérons que le travail est un facteur d'épanouissement et de progrès social, nous savons aussi qu'il peut aliéner et faire souffrir. C'est pourquoi, nous défendons l'objectif du plein emploi, des conditions de travail sans cesse améliorées et la conquête poursuivie du temps libre. Travailler mieux, travailler tous, travailler moins chacun et plus ensemble, gagner plus par le travail et moins par la rente, voilà l'orientation que nous opposons au slogan libéral « travailler plus et gagner plus » !

- La Gauche défend la redistribution et les salaires. Il faut inverser la tendance qui, depuis plusieurs décennies, a vu la part des richesses créées aller sans cesse davantage aux revenus du capital au détriment de la rémunération du travail. La part des revenus du travail dans la richesse nationale est passée en France de 69,9 % en 1975 à 57,8 % en 2008 (soit une perte de 180 milliards d'euros par an) ! Elle est désormais inférieure à ce qu'elle était en 1960. La question du pouvoir d'achat ne se pose pas simplement en raison de la hausse des prix. L'augmentation continue des salaires, c'est, pour les socialistes, la condition de la redistribution.

La redistribution, c'est aussi une protection sociale digne de ce nom tout au long de la vie. Ne nous laissons pas intimider par les analyses catastrophistes de la droite, visant à baisser le niveau des pensions et à reculer de l'âge de la retraite, au motif de l'allongement de la durée de vie. Ouvrons sans crainte le débat sur les nouveaux modes de financement des retraites et de la protection sociale : taxation des stock-options et autres revenus financiers, changement du mode de calcul des bases des prélèvements sociaux.... Les libéraux opposent la solidarité à l'efficacité. Nous pensons au contraire que la compétitivité est fille des solidarités et des protections !

- La Gauche défend la laïcité. Contre les communautarismes, contre les obscurantismes, la laïcité est la seule voie réelle de l'émancipation des individus garantissant le « vivre ensemble » et la paix. Il faudrait défendre l'idée d'une charte de la laïcité dans les services publics et promouvoir ces valeurs hors de nos frontières, avec par exemple la constitution d'un espace mondial de la laïcité, à l'image de ce qui a été engagé pour la francophonie.

2- Changer, c'est refuser la logique du système capitaliste financier transnational

Nous vivons des crises profondes qui s'accumulent et s'accroissent : crise financière, crise alimentaire, crise énergétique, crise écologique. L'ébranlement du système économique qui s'est imposé peu à peu à toute la planète depuis plus de 30 ans est aujourd'hui perceptible partout.

Jusqu'à présent, les crises étaient soit limitées à une aire géographique, soit à un domaine d'activité. Il en va autrement aujourd'hui. Le capitalisme est devenu financier transnational et le système financier s'est autonomisé de façon spectaculaire par rapport à l'économie réelle, pour devenir un secteur économique à part entière, dont les objectifs s'éloignent de plus en plus du financement des entreprises. Aujourd'hui, la finance sert surtout à mobiliser l'épargne disponible en faveur de...la finance.

La mainmise sur l'économie réelle se traduit par une externalisation généralisée, une rémunération des dirigeants en fonction du taux de profit et la soumission du travail, de sa rémunération et de son organisation aux seuls impératifs du profit financier maximal. La libéralisation des mouvements de capitaux a permis de les exonérer de toute régulation publique et d'accroître la mise en concurrence des modèles sociaux et des territoires. Cette double autonomisation du capital par rapport aux Etats et à l'économie productive constitue un ébranlement majeur, qui a affaibli le monde du travail.

Depuis 1990, ce capitalisme a connu des crises à répétition, dont l'ampleur est allée crescendo : la faillite des caisses d'épargne américaines, la crise asiatique, l'explosion de la bulle Internet et à présent la crise des « subprimes ». D'autres crises, plus graves encore, se profilent :

- Les fonds spéculatifs, comme d'habitude, réorientent leurs placements dans de nouvelles directions : les matières premières et l'agriculture. Surfant sur la progression de la demande en provenance des pays émergents (essentiellement Chine et dans une

moindre mesure, Inde) et sur la politique des bio-carburants, les spéculateurs parient maintenant sur la hausse des céréales, dont ils attendent des profits gigantesques. Cette spéculation se combine aux effets désastreux de la libéralisation généralisée des « marchés agricoles », qui ont considérablement affaibli les productions vivrières et rendu la plupart des pays et singulièrement les plus pauvres d'entre eux dépendants des cours mondiaux, donc vulnérables. En attendant, les émeutes de la faim se succèdent à un rythme suffisamment éloquent pour montrer que l'économie de marché a un prix.

- La crise alimentaire s'ajoute à deux nouveaux défis mondiaux: le défi environnemental et le défi énergétique. Le « prix » des dégâts environnementaux a fait l'objet d'une étude récente, publiée par des économistes allemands. Selon leurs estimations, le monde perd chaque année 2000 milliards de dollars en raison des destructions environnementales.

- Quant à la crise énergétique, elle ne cesse de s'amplifier. La montée des prix du pétrole, la rareté ou la réduction des stocks de gaz et d'énergies fossiles bouleversent profondément les équilibres géopolitiques comme les données économiques et financières du monde. Le changement climatique, la rareté de l'eau, la disparition de la biodiversité sont devenus des menaces perceptibles et exigent des remises en causes profondes et urgentes de notre mode de développement et du système économique dominant.

L'une des grandes forces du système capitaliste est de s'adapter très vite à ses crises. Néanmoins, les déséquilibres provoqués sont sans cesse plus marqués et instables. En 2007, pour la première fois, le montant total du capital prélevé par les actionnaires a dépassé le montant total des fonds levés par les entreprises pour se développer. Cette masse monétaire amassée grâce à la financiarisation constitue un pouvoir sans précédent, qu'aucun contrôle politique ne permet de mobiliser pour l'industrialisation, l'innovation, ou l'emploi. Elle accentue les disparités entre les grandes et les petites entreprises, pourtant premières créatrices d'emplois. Qui peut imaginer que cette situation va se poursuivre sans heurts, sans bouleversements majeurs ? Des failles se manifestent. C'est le moment de proposer une alternative.

La Gauche ne doit pas se contenter de proclamer qu'elle « ne se satisfait pas du monde dans lequel nous vivons ». Son rôle, c'est d'imaginer une voie nouvelle pour réduire les inégalités dans le monde. C'est aussi de promouvoir un nouveau cadre économique et social favorable au monde du travail, fondé sur de nouvelles formes d'intervention publique. Il s'agit de réorienter les systèmes de production vers davantage d'utilité sociale et environnementale, de mettre en oeuvre des politiques puissantes de redistribution, de réviser les outils et les mécanismes du commerce international et surtout de remettre à plat le système financier international, afin de promouvoir des modes de développement adaptés aux pays qui en ont besoin et de casser les mécanismes spéculatifs actuels. L'économie politique alternative dont nous avons besoin a fait l'objet de nombreux travaux. Encore faut-il les utiliser, leur donner des bases politiques solides et ne pas se contenter d'énoncer de vagues souhaits de régulation internationale.

3- Changer, c'est vouloir une autre Europe pour mieux changer le monde

L'internationalisme fait partie des fondamentaux de la Gauche : il signifie historiquement la recherche de la paix, mais aussi d'une alliance des travailleurs, des exploités, pour lutter contre toutes les formes d'oppression liées au capitalisme et à l'impérialisme. Le Parti Socialiste doit s'inscrire dans la perspective d'une communauté politique souveraine, plus large et capable de développer un cadre démocratique et progressiste plus prometteur. C'est dans cette perspective que l'Europe a longtemps représenté pour nous un véritable espoir.

Il faut toujours revenir à l'essentiel. Il y a 60 ans, l'Europe sortait d'un effroyable conflit. Il y a 30 ans à peine, près de la moitié des pays qui composent aujourd'hui l'Union Européenne étaient encore des dictatures. Formidable évolution: nous vivons aujourd'hui dans un continent démocratique et pacifié. Un continent riche d'une culture éblouissante et de peuples unis dans leur diversité, attachés aux idées de progrès et de solidarité.

Voilà sans doute la plus grande faute des partisans de la concurrence « libre et non faussée », traduction technique du marché sans entraves : ils ont galvaudé l'idée européenne.

Toutes les politiques mises en oeuvre depuis des décennies visent en effet en premier lieu à favoriser la libre concurrence et l'accumulation du capital, au détriment de la redistribution : démantèlement des protections sociales, flexibilité accrue du marché du travail, privatisation des services publics, le tout dans un cadre bureaucratique et le plus souvent opaque.

Construction inédite, fruit de longues et laborieuses tractations, l'Union Européenne est certes un objet politique non identifié. La difficulté à mettre d'accord 27 États-nations peut expliquer le recours à des solutions techniques souvent alambiquées et donc à des textes parfois illisibles. Reste que ce recours volontaire à l'opacité, qui n'a rien de nouveau (les fameux pères fondateurs de la Communauté Européenne, dès les années 50, l'assumaient pleinement) n'est pas anecdotique. Elle en dit long sur le projet politique des cercles dirigeants de l'Union, qui semblent convaincus qu'en matière d'Europe, l'association des peuples n'est pas la priorité, loin s'en faut. Dans un élan de sincérité louable, certains se laissent même aller à justifier la mise à l'écart des citoyens, au nom de l'efficacité.

Or, pour des démocrates, rien ne saurait justifier le règne généralisé de l'opacité. Et rien ne peut expliquer que des institutions non élues (la Commission ou la Banque Centrale Européenne par exemple) puissent imposer leur loi au Parlement issu du suffrage universel. Au cœur du débat sur l'Union européenne, il y a la question démocratique. Notre Europe ne se résume pas, ne se résumera jamais à celle des banquiers et des rentiers.

Les institutions communautaires ne font rien, c'est le moins que l'on puisse dire, pour corriger cette image. La commission, obsédée par la libre concurrence, organise le démantèlement de protections sociales, du droit du travail et des services publics. La jurisprudence récente de la Cour de Justice, qui multiplie les arrêts favorables au dumping social au nom de la sacro sainte liberté d'installation, inquiète légitimement les syndicats européens. La politique monétaire

de la BCE, uniquement tournée vers la désinflation, pénalise la croissance et l'emploi.

Enfin, un certain nombre de directives mettent à mal les droits des salariés. Ainsi, le texte sur le temps de travail, qui confirme la limitation aux 48 heures hebdomadaires, avec toutefois la possibilité de dérogation jusqu'à 60 ou 65 heures si le travailleur concerné marque « son accord explicite » ! Ainsi, la directive retour, véritable « directive de la honte » qui durcit considérablement les conditions de rétention des immigrés en situation irrégulière.

Rien d'étonnant à ce que les peuples se détournent de l'Europe, devenue synonyme de technocratie aveugle au service du seul libéralisme. Les « non » français et hollandais en 2005, le « non » irlandais aujourd'hui, témoignent de cette défiance croissante. Une partie des élites dirigeantes persiste à ignorer ces évidences. Le mépris affiché par certains responsables pour ce qu'ils considèrent comme un « mouvement d'humeur » injustifié venant d'un « petit peuple », « qui a pourtant beaucoup profité des subventions communautaires », en dit long sur leur état d'esprit.

La ratification (par voie parlementaire) poursuit son cours. L'Irlande est, implicitement ou explicitement, invitée à revoter. Cet aveuglement n'est pas nouveau. Plutôt que de s'interroger sur les raisons de la crise, les dirigeants de l'Union sont tentés, une fois de plus, par le passage en force et la fuite en avant. Quitte à tuer, définitivement, la belle idée européenne.

La Gauche ne saurait se contenter de prôner une simple inflexion des politiques européennes. Seule une réorientation profonde de la construction communautaire permettra de réconcilier l'Union et les citoyens. Ce ne sont évidemment pas les questions institutionnelles qui mobilisent les électeurs contre les textes qui leur sont soumis (quand ils le sont), ce sont les politiques européennes. Or celles-ci contribuent à fragiliser voire à précariser les populations les plus vulnérables face à la mondialisation libérale.

La Gauche doit donc proposer une autre Europe, fondée notamment sur :

- l'arrêt des politiques de dérégulation, en particulier dans les services publics
- la convergence progressive des standards sociaux de base.
- l'harmonisation fiscale pour lutter contre le dumping
- une politique industrielle offensive soutenue par une politique monétaire favorable, qui permettra de rattraper les retards technologiques et d'éviter les délocalisations intra et extra européennes.
- la réalisation d'une Europe de l'énergie
- un programme de grands travaux européens, respectueux des impératifs du développement durable
- la relance de la préférence communautaire, le choix d'une politique d'échanges équilibrés et négociés, notamment avec l'Afrique et le bassin méditerranéen
- une intervention volontariste au sein des instances mondiales pour imposer des taxations sociales et environnementales dans les échanges mondiaux.

Pour changer l'Europe, il faut une gauche forte et volontariste. Or la social démocratie européenne a, majoritairement, choisi la voie du renoncement. Ce choix s'explique par l'incapacité des « progressistes » à penser le capitalisme financier transnational et ses consé-

quences. En retard d'une révolution, ils ont finalement rendu les armes. Plutôt que d'élaborer une réponse politique, ils ont suivi le mouvement tout en faisant mine d'en maîtriser la direction.

La gauche prétendument « moderne » a choisi de s'adapter à la logique du nouveau capitalisme financier transnational. À quelques exceptions près, la plupart des socialistes européens – écartés du pouvoir dans les années 1980 – se sont engagés dans un processus de révision idéologique, renonçant à toute ambition de transformation sociale radicale et intégrant à leurs programmes la majeure partie des prescriptions économiques des libéraux : privatisation, déréglementation, libéralisation des échanges, flexibilité du marché travail, réduction des dépenses publiques et allègement des « charges » fiscales et sociales.

Le xx^e siècle s'est ainsi refermé sur un paradoxe politique désastreux. A la fin des années 1990, les partis de gauche avaient repris les commandes de l'Europe. C'était une occasion historique pour réorienter la construction européenne, par exemple en harmonisant par le haut les normes sociales et environnementales, en coordonnant les politiques macroéconomiques au service du plein emploi, en s'alliant aux pays en développement pour imposer la démocratisation des institutions financières internationales. On sait ce qu'il advint de cette « séquence social-démocrate » : onze gouvernements « de gauche » sur quinze, et, à l'arrivée... le traité d'Amsterdam (1999) et le traité de Nice (2001). Depuis 2000, la crise s'accélère et dans de nombreux pays, même au nord de l'Europe, les échecs électoraux se multiplient (10 élections perdues sur les 11 qui viennent de se dérouler dans des pays de l'Union). La vieille social-démocratie se meurt, parce qu'elle a tourné le dos à sa mission historique.

L'heure est à la reconstruction d'une gauche européenne digne de ce nom. La première exigence est de mettre les forces de gauche autour d'une même table, de tenter un diagnostic précis des problèmes prioritaires pour le monde du travail, de l'état du monde et de l'Europe et de favoriser des combats concrets communs.

Nous devons également lancer des initiatives unitaires des gauches européennes sur des sujets clefs comme par exemple l'élaboration d'un traité social organisant des convergences sociales vers le haut (SMIC européen, progressivement unifié).

La recherche d'éléments communs pour une plateforme européenne entre les partis regroupés au sein du PSE et ceux qui siègent dans la « gauche unitaire européenne » pourrait être une étape dans ce sens. De même, la constitution d'un intergroupe permanent des gauches au sein du Parlement européen permettrait d'ouvrir une nouvelle période politique dans cette instance, où le consensus PSE-PPE se traduit par une déroute chronique de la gauche. Seule une gauche rassemblée pourra réellement influencer sur la politique européenne.

4- Changer, c'est sortir de l'impasse du libre échange généralisé

La croissance très rapide des échanges et la dérégulation du commerce international risquent de coûter très cher aux pays occidentaux, sans assurer des progrès effectifs aux peuples du Sud. Elle accentue la crise écologique, en particulier le changement clima-

tique. Elle met sous pression les travailleurs et tire vers le bas nos modèles sociaux.

La libéralisation des mouvements de capitaux, de la finance internationale, la baisse des tarifs douaniers et les plans d'ajustement structurel du FMI comme les accords de l'OMC ont fait du libre échange un dogme absolu et ont permis cette explosion du commerce international. Le développement des nouvelles technologies de communication l'a considérablement facilité, comme le faible coût des transports. L'explosion des transports joue d'ailleurs un rôle considérable dans l'accroissement des gaz à effet de serre !

Les délocalisations menacent des pans entiers de notre économie, en dépit d'une productivité horaire d'un ouvrier français ou européen bien supérieure à celles des Indiens ou Chinois. Les entreprises multinationales, les fonds spéculatifs profitent de la faiblesse des salaires et de la protection sociale, de conditions environnementales peu rigoureuses, d'une fiscalité limitée, pour accroître leurs profits. Nous ne pouvons espérer maintenir notre modèle social en continuant la course dans ces conditions, avec de tels concurrents. Il est illusoire d'imaginer qu'il suffirait d'investir dans la recherche et l'innovation – ce qui est nécessaire mais pas suffisant – pour assurer l'avance technologique indispensable à notre développement économique, à notre rayonnement industriel et à la création d'emplois.

Dans presque toutes les parties du monde, l'idéologie du libre échange généralisé est remise en cause. Même aux Etats-Unis, le débat pré-électoral est largement occupé par cette question et par la nécessité de nouvelles protections !

La crise alimentaire mondiale révèle, d'une autre façon, les profonds déséquilibres générés par la mondialisation libérale actuelle. L'ouverture des marchés a amené beaucoup de pays, en particulier africains de se détourner de l'agriculture vivrière d'une part parce que l'impossibilité d'encadrer les prix, de taxer les importations n'a pas permis de protéger les petits producteurs locaux, d'autre part parce que les instances internationales, en particulier le FMI et la Banque mondiale, ont poussé à privilégier les exportations plutôt que les productions de nourriture locale! La spéculation financière a fait le reste. Une grave crise touche désormais des millions d'humains. Nous devons faire reconnaître pour chaque pays le principe de la souveraineté alimentaire. Ce fut d'ailleurs le principe qui justifia la Politique Agricole Commune et qui doit demeurer son fondement.

La politique commerciale ne peut se résumer au choix entre le libre-échange et l'autarcie. Entre les deux, l'Europe peut très bien mener une politique commerciale fondée sur une pratique intelligente d'un protectionnisme équitable. Il ne s'agit pas de prôner le repli sur soi ou de bloquer les échanges internationaux, mais de les encadrer par des accords entre grands blocs continentaux : Europe, Méditerranée, Amérique du Sud, Amérique du Nord, Asie, afin de favoriser le développement de chacun et l'équilibre du monde. Nous devons changer de vision de la mondialisation et proposer de réorganiser les échanges autour de grands pôles continentaux, en lieu et place d'un libre échangisme à peine entravé par quelques règles minimales et d'instaurer une véritable protection communautaire en Europe et même retrouver l'esprit d'origine de la préférence communautaire.

Les Européens doivent défendre des normes sociales et environnementales de base telles que l'obligation de garantir la liberté syndi-

cale ou un salaire minimum universel. Si les organisations internationales ne le font pas, l'Europe peut en définir le principe et le niveau. Les produits des pays qui n'auraient pas de législation sociale minimum seraient taxés d'un pourcentage variable en fonction de leur développement social. Cette mesure pourrait permettre à l'Europe de protéger son modèle social et son industrie, mais elle aurait aussi pour avantage d'aider vraiment les pays les plus pauvres à trouver le chemin de l'efficacité économique et, surtout, du bien-être social et du développement durable.

Nous sommes ici bien loin de l'accompagnement de la mondialisation libérale, qui serait une donnée immuable et qui s'impose à tous. Les socialistes doivent prendre appui sur les failles du système, sur les mutations en cours pour l'orienter dans une direction radicalement différente, se fixant comme priorités la lutte contre les inégalités, la juste répartition des richesses et le progrès social.

5- Changer, c'est répondre effectivement à l'urgence écologique

L'ampleur des menaces qui pèsent sur les écosystèmes terrestres et la conscience accrue du danger du réchauffement climatique témoignent d'une urgence écologique, qui s'ajoute à l'urgence sociale. La montée des prix du pétrole, la rareté ou la réduction des stocks de gaz et d'énergies fossiles vont bouleverser profondément les équilibres géopolitiques comme les données économiques et financières du monde.

Les limites écologiques du modèle capitaliste actuel, qui permet par exemple d'énormes profits dans le champ de la dépollution, sont manifestes. Elles constituent une raison nouvelle de le transformer en profondeur. L'exigence écologique impose de redonner sens, mais un sens nouveau, à l'idée de progrès, qui ne saurait être confondu avec le productivisme, qui a trop souvent prévalu à gauche.

Si l'écologie modifie radicalement les enjeux et les projets, elle n'invalide pas le clivage entre la gauche et la droite, entre les libéraux et les socialistes. Elle permet et impose de revisiter bien des idées de gauche. Loin de les disqualifier, elles les confortent si nous savons les rénover profondément.

Obsédé par les échéances à court terme, le marché est incapable de préparer l'avenir. Aujourd'hui, les réponses qu'il offre consistent à proposer de nouveaux produits et services profitables et générateurs de nouvelles inégalités. C'est à la puissance publique de prendre en charge ces défis. L'urgence écologique exige que nous inventions de nouvelles formes de planification et des efforts accrus de recherche publique. Mieux, elle légitime l'exigence de l'extension du champ du service public : l'eau, l'air, la nature, ne sauraient être laissés en pâture au marché.

On le voit avec la gestion de l'eau. Le système actuel ne saurait perdurer : prix élevé de l'eau avec de fortes inégalités, profits importants de grandes entreprises multinationales, réinvestis dans la communication, qualité de l'eau peu satisfaisante. Grâce au nombre élevé de collectivités locales conquises par la gauche, il doit être possible de s'engager dans la gestion directe, par le biais de régie publique de l'eau et de mobiliser toutes les ressources nouvelles pour restaurer le bon état écologique des eaux et des rivières d'ici 2015.

L'investissement public est également indispensable pour réussir un vaste plan de transformation de nos logements et bâtiments, qui réduise considérablement leur consommation énergétique. Car si les normes nouvelles peuvent imposer le passage aux bâtiments à énergie positive pour le neuf, la restauration de l'ancien exige des efforts complexes coûteux que les propriétaires et occupants n'ont pas toujours les moyens d'engager. Or, ces économies d'énergie pourraient avoir un impact immédiat sur la réduction des charges pour les occupants alors que le retour sur investissement reste assez long. Il faut donc pour les familles modestes et l'habitat social des aides substantielles, écologiquement justifiées et contribuant à l'amélioration de notre bilan énergétique.

Enfin, il est indispensable de repenser la fiscalité pour orienter les pratiques (principe du pollueur payeur), mais aussi pour conforter la redistribution sociale et les péréquations. En particulier, la mise en oeuvre d'une « taxe carbone » universelle doit être engagée, avec l'aide de l'Europe, qui peut l'imposer aux importations. Ceci exige un bras de fer avec l'OMC, qui n'engagera pas une telle réforme sans que se crée un rapport de forces.

La lutte contre l'effet de serre et le changement climatique vont imposer une réorganisation profonde des échanges et donc une certaine relocalisation par grandes régions mondiales. Ce sera la seule façon de réduire l'absurde pollution induite par des transports et des déplacements inutiles générés par la simple volonté de délocaliser la production dans des pays à faible exigence sociale ou écologique, pour le plus grand profit des multinationales. De même, au niveau national, en favorisant la distribution de proximité, on réduira les transports inutiles qui grèvent les prix et alourdissent les bilans carbone.

On le voit : on ne peut espérer du capitalisme qu'il apporte des réponses satisfaisantes aux menaces écologiques. C'est aux socialistes de le faire. Le temps est venu pour la Gauche d'assumer pleinement ses choix dans le domaine de l'écologie. Nous proposons que soit organisée sur ce thème une Convention nationale du PS largement préparée avec les ONG environnementales, par des forums décentralisés impliquant concrètement les élus.

6- Changer, c'est organiser un retour efficace de l'intervention publique

La puissance publique revient en force. Nombre d'Etats commencent en effet à mesurer l'importance de retrouver une capacité à agir sur l'économie, qui va bien au-delà de la seule régulation du marché. C'est particulièrement vrai avec la revendication de maîtriser la gestion des ressources naturelles (pétrole gaz matières premières etc..) comme au Venezuela ou en Russie (renationalisation de Gazprom), mais aussi avec la constitution des fonds souverains dans de grands pays comme la Chine, la Russie ou d'autres qui bénéficient de la rente pétrolière (Moyen-Orient). L'Etat vient aussi à la rescousse de banques en difficulté en les nationalisant (exemple de Northern Rock en Grande Bretagne) et il conserve un rôle déterminant aux Etats-Unis, avec le financement d'importants programmes d'armement. Au Japon, l'Etat lance des programmes d'investissements dans les hautes technologies, appuyé sur des politiques industrielles. De façon paradoxale, à contretemps, l'Europe

continue le démantèlement systématique de l'intervention et du capital public et la droite française poursuit les privatisations !

Le temps est venu pour les socialistes et la gauche de reprendre l'offensive en faveur de l'indispensable intervention publique dans l'économie. Cela passe par la défense de nos services publics, par une relance vigoureuse de l'investissement public (recherche, innovation, infrastructures), mais aussi par la maîtrise collective de certains biens communs, comme l'eau.

Nous plaidons également pour la création de fonds souverains français. En effet, entre la nationalisation à 100 % et la privatisation, les participations, même minoritaires, au capital d'entreprises industrielles peuvent permettre de peser sur les choix stratégiques de ces entreprises. Les fonds de la Caisse des dépôts et consignations pourraient être en partie mobilisés à cet effet, ainsi que le Fonds de réserve des retraites (33 milliards d'euros), qu'il faut renforcer. Ces prises de capital public généreraient des flux financiers conséquents et créeraient un effet levier prometteur.

D'autres structures pourraient être créées, tantôt à capitaux publics, tantôt en lien avec le secteur mutualiste ou des acteurs privés. Les aides aux entreprises devraient, le plus souvent possible, s'opérer sous forme de prise de capital. On peut même imaginer que la taxation de profits exceptionnels, comme ceux de Total actuellement, se fasse par le versement d'actions à ces fonds souverains publics. La formule répondrait à la justice fiscale et ne spolieurait pas les capacités de développement des entreprises. Au-delà, les Français pourraient y placer leur épargne et accepteraient sans doute un rendement moins spéculatif mais installé dans la durée et créant de la richesse nationale ! Cela faciliterait également les transmissions d'entreprises, qui vont être très nombreuses dans les 10 prochaines années, notamment pour les PME, sans qu'il soit besoin de faire appel à des fonds de placement spéculatifs qui cherchent la rentabilité sur le très court terme.

La constitution de ces fonds souverains français devrait être un des grands chantiers des prochaines années, car les masses financières qui s'organisent ainsi sur la planète sont gigantesques et seront en position de rafler toutes les entreprises innovantes européennes. Pour éviter les erreurs passées, la gestion de ces fonds doit être transparente, pluraliste et efficace.

Le contrôle devrait être rigoureux, associant notamment le Parlement. La gouvernance de ces fonds pourrait ouvrir une nouvelle étape de la démocratie économique et sociale, qui en a bien besoin ! Les errements du passé, tout aussi nombreux dans le secteur privé, ne sauraient servir d'alibi à l'impuissance publique. La création de fonds souverains doterait notre pays de nouveaux outils pour reprendre en main une part de notre destin. On voit là se tracer une vision renouvelée de l'idée d'économie mixte, chère à la gauche française, mais aussi du volontarisme industriel et économique, qui a accompagné toutes les périodes fastes de notre histoire.

La puissance publique et les Etats doivent retrouver un droit à fixer les prix, en particulier pour contrecarrer les spéculations. Fixer des prix réglementés est parfois légitime. C'est le cas dans le domaine de l'énergie. L'ouverture à la concurrence, imposée par l'Union Européenne a provoqué une hausse des tarifs. Nous ne saurions continuer dans cette fuite en avant.

Dans d'autres domaines, l'intervention sur les prix est une nécessité. Dans l'immobilier par exemple, seul le plafonnement du prix au mètre carré des transactions peut bloquer la spéculation. Cette mesure est possible (cela s'est fait à Genève) et souhaitable, d'autant que l'argument des délocalisations ne tient pas. Les mètres carrés de bureaux à Paris ne peuvent être déménagés à l'autre bout du monde et des coûts élevés de loyer ne sont favorables ni à l'économie ni au droit au logement !

Enfin la planification revient à l'ordre du jour, notamment pour préparer efficacement la révolution écologique. L'Etat stratège, les collectivités locales, les acteurs économiques et sociaux doivent faire converger leurs efforts pour atteindre des objectifs communs et relever des défis tant environnementaux que sociaux. La planification du 21ème siècle doit être fondée sur une dynamique démocratique effective et finalement arbitrée par le Parlement, qui a trop souvent été écarté de cette mission par le passé.

7- Changer, c'est replacer la redistribution des richesses et la question sociale au cœur de notre projet

Nous n'opposons pas la production des richesses à leur juste répartition et à la redistribution ; nous n'opposons pas l'économie et le social. Notre capacité à orienter les choix économiques doit être mise au service du bien être social, d'une nouvelle étape de progrès humains et d'un rééquilibrage des richesses produites en faveur du travail.

1- Favoriser l'investissement plutôt que les profits distribués.

L'économie française ne sera pas performante et « compétitive » en poursuivant la politique de baisse des salaires et des cotisations sociales. Elle doit favoriser l'investissement, qui devient de plus en plus coûteux et difficile avec la rémunération sans cesse accrue du capital. Il s'agit de faire en sorte que le capital financier arrête de grossir au détriment de la sphère productive. En France, les périodes de croissance soutenue ont toujours coïncidé avec un fort investissement des entreprises. C'est ce cercle vertueux de la croissance par l'investissement qu'il s'agit à présent de retrouver. Nous pouvons le faire en baissant l'impôt sur les sociétés pour les bénéficiaires réinvestis.

2- Favoriser le travail plutôt que le capital : revaloriser les salaires

Évidemment, il faut réclamer des contreparties. Ces contreparties formeront le nouveau compromis social auquel le Parti socialiste invitera les forces vives de la nation.

En échange de l'impôt très faible sur les bénéficiaires réinvestis (cet impôt représente actuellement près de 30 milliards d'euros pour l'Etat), nous devons supprimer la plus grande partie des allègements de cotisations sociales accordés depuis 20 ans (pour un résultat incertain, voire nul, selon l'aveu même des experts) et obtenir une hausse significative des salaires.

Nous sommes favorables à une augmentation substantielle du SMIC (à 1 500 euros le plus tôt possible) et à la tenue d'une conférence an-

nuelle tripartite sur les salaires. Au delà du Smic, c'est bien la hausse des bas et moyens salaires qu'il faut réussir.

Enfin, un profond rééquilibrage du partage de la valeur ajoutée entre capital et travail devra être opéré, alors que la part des salaires dans la valeur ajoutée a diminué de 10 points depuis 20 ans, passant notamment par une refonte du mode de calcul des cotisations sociales. Concernant les cotisations patronales, le choix d'une autre assiette, fondée sur la valeur ajoutée, bien définie pour ne pas pénaliser l'investissement, permettrait de ne pas désavantager les entreprises qui parient sur le savoir et le savoir-faire.

Une des meilleurs armes pour rééquilibrer la répartition des richesses produites entre le capital et le travail, c'est la réduction du temps de travail sans réduction de salaires. Nous devons donc défendre fièrement la réduction générale de la durée du travail, vecteur de progrès et condition de l'égalité entre les salariés, au lieu de laisser la droite installer le temps de travail individuel soumis au seul bon vouloir patronal, qui favorise l'émergence d'un sous-salariat pauvre et précarisé.

Enfin, il faudra bien que les entreprises, toutes les entreprises, prennent leur part du financement des retraites par répartition, de manière à stopper à 40 annuités les cotisations salariées pour toucher une retraite à taux plein.

Toutes ces réformes ne seront possibles qu'avec la mobilisation du mouvement social et l'implication des syndicats. Celle-ci sera favorisée par le vote d'une grande loi sur la démocratie sociale.

3- La priorité à l'éducation et à la formation

Au coeur du projet socialiste, il y a l'éducation et la formation.

Nous nous prononçons pour la mise en place d'un véritable service public de la formation professionnelle qui profite à tous les salariés, et pas simplement aux cadres supérieurs. Un bilan de carrière personnalisé et obligatoire constituerait un passeport des compétences. Celui-ci décrirait l'ensemble des compétences, formations et expériences acquises tout au long de la vie, pendant les périodes d'emploi comme de chômage, l'objectif étant de faciliter l'évolution de carrière et de donner au salarié les chances d'une mobilité choisie, même dans les petites entreprises. Il convient aussi d'accroître le droit individualisé à la formation, d'assurer une véritable continuité professionnelle pour tous les salariés touchés par des suppressions d'emplois.

Nous voulons une éducation nationale forte, avec des personnels plus nombreux pour permettre une meilleure prise en charge des élèves, et avec des programmes qui redonnent sa place à la culture générale.

Il nous faut dénoncer avec force les discours et actions du gouvernement. Xavier Darcos ne cesse d'énoncer des contrevérités pour discréditer l'Education Nationale, imposer des restrictions budgétaires d'une extrême gravité pour l'avenir de nos enfants. Or, notre pays est tout juste dans la moyenne des pays européens lorsqu'on rapporte au PIB les dépenses de l'Etat pour l'éducation ! Le nombre moyen d'élèves par classe est l'un des plus élevés des pays développés !

Nous ne relèverons pas les défis de la réussite pour tous sans des efforts nouveaux du pays, sans la confiance assurée aux enseignants :

- il faut donner à l'école les moyens d'amener tous les enfants d'une même classe d'âge au meilleur niveau afin que tous aient la même liberté de choisir leur orientation scolaire et leur profession.

- le renforcement des moyens affectés aux zones d'éducation prioritaire (ZEP) doit rester au cœur du projet socialiste : cela implique à la fois la présence d'un corps professoral plus nombreux et davantage de personnels.

- la carte scolaire, garante d'une véritable mixité sociale, reste un outil pertinent qu'il faut faire respecter.

- le brevet et le baccalauréat doivent rester des examens nationaux, sans contrôle continu, permettant d'assurer la stricte égalité de tous les lauréats.

Il est bon de rappeler aussi que l'enseignement secondaire doit continuer à mettre l'accent sur la culture générale. L'autonomie effective d'un individu, sa qualité de citoyen, passe par la maîtrise des armes intellectuelles que lui offre celle-ci.

Les socialistes doivent engager une relance de l'éducation populaire, dont les contours et les moyens d'actions doivent être actualisés : le soutien scolaire, l'éveil culturel, l'apprentissage des langues, font l'objet d'une marchandisation qui exclut les foyers modestes.

Nous devons, enfin, réaffirmer les principes qui fondent l'école de la République. Le premier, c'est la laïcité, qui n'implique pas seulement la neutralité de l'espace scolaire en termes religieux, mais aussi marchand.

8- Changer, c'est entreprendre une rénovation profonde du Parti Socialiste et de son fonctionnement

Notre parti doit profondément rénover ses structures et son fonctionnement. D'une certaine façon, il doit s'organiser dans l'esprit de préparer un parti de toute la gauche, en montrant que peuvent être rassemblées toutes les forces existantes, toutes les énergies militantes, sans empêcher la cohérence et les choix clairs.

Notre parti doit être plus ouvert, moins coupé de la société, valorisant des nouvelles formes d'engagement et de militantisme. Son discours, son action, comme ses modes d'organisation doivent permettre de toucher les catégories populaires (quartiers, monde ouvrier...) et d'assurer l'émergence de cadres politiques issus de leurs rangs.

Le Parti socialiste s'honorerait de proposer le « mandat unique » des parlementaires, en cohérence avec sa volonté affichée de renforcer le pouvoir du Parlement et de revaloriser le travail du législateur. Pour être crédible, cette mesure devrait s'appliquer aux candidats socialistes dès les prochaines échéances électorales.

Notre parti doit construire un parti fraternel et attractif. Un parti au sein duquel le militant devient un acteur, même s'il n'est pas élu. Un parti en phase avec la société, qui consulte, qui noue des partenariats, qui soutient des initiatives avec les forces de changements (ONG, associations, syndicats...). Un parti internationaliste qui mobilise ses militants dans les instances progressistes mondiales. C'est un vaste chantier qui doit être ouvert, bien au-delà des quelques modifications statutaires récemment engagées.

Notre parti doit être capable de faire vivre la diversité – qui a toujours été la richesse de la gauche française – en travaillant dans la durée à des synthèses fécondes et non à des compromis artificiels. C'est pourquoi la reconnaissance des courants de pensée est essentielle. Même si, à l'image des partis et de la démocratie, ils présentent beaucoup d'inconvénients, ils demeurent la meilleure méthode pour assurer le pluralisme, grâce à la représentation proportionnelle, seule garantie du respect des minorités politiques et du libre choix de chacun.

Enfin, nous devons mobiliser les énergies militantes pour gagner le combat culturel et idéologique contre la droite et le libéralisme. La création d'un centre d'études et de recherche, chargé de rendre accessible à tous la formulation des choix stratégiques et culturels majeurs, y contribuerait.

La tenue de conventions thématiques (avec vote et droit d'amendement) permettra, entre chaque congrès, de préciser la doctrine du Parti et d'y associer tous les militants.

Dans le même esprit, une université populaire permanente, ouverte à toute la gauche, favoriserait la formation des militants et sympathisants, rendrait possible l'élaboration d'une pensée commune. Les moyens interactifs de communication pourraient être sollicités. Une déclinaison régionale de cette université permettrait de tisser de nouveaux liens entre la gauche et les intellectuels, ainsi qu'avec les fondations étrangères de gauche. Cette vitalité du débat d'idée est fondamentale pour une démocratie réelle et émancipatrice.

Il faut renforcer le rôle des secteurs thématiques et des organismes associés. Ainsi, chaque adhérent devrait pouvoir adhérer non seulement à sa section territoriale, mais aussi à un secteur thématique (l'Éducation, la Culture, l'Urbanisme et la Ville, les entreprises, différents secteurs d'activité économique...).

Enfin, nous défendons l'idée d'associer plus largement les ONG, les syndicats, les associations à notre action avec l'instauration de forums annuels, nationaux et régionaux, sur des thèmes tels que l'écologie, le logement, l'éducation, les PME, les droits des travailleurs, le co-développement....

L'objectif est clair : il s'agit de construire un parti politique populaire, attractif pour toutes les énergies militantes. Un parti là l'image du peuple de gauche de la France du 21^{ème} siècle.

9- Changer, c'est s'engager de façon déterminée dans la voie de l'unité organique de la Gauche

D'abord, disons le tout net : nous refusons l'alliance au centre et autres stratégies de troisième force. L'appel à François Bayrou lors de la dernière élection présidentielle en a été le dernier avatar. Les élections municipales ont confirmé l'efficacité, la cohérence, la force du rassemblement de toutes les forces de gauche. Celui-ci crée une dynamique, qui permet au second tour d'entraîner de nouveaux électeurs autour d'un projet, de propositions et parfois aussi par simple rejet de la droite. Nul besoin d'alliances au centre et moins encore de confusion.

La Gauche n'est jamais arrivée au pouvoir que rassemblée. Ce fut le cas avec le Front populaire en 1936, avec l'Union de la gauche en 1981 ou même avec la Gauche plurielle en 1997. Aujourd'hui encore, l'union est le talisman de la victoire. Mais nous ne pouvons nous contenter d'une union décrétée au dernier moment, qui prend la forme d'un simple accord électoral et moins encore compter sur l'automatique désistement au second tour, qui en est la version minimale. Toutes ces formules ont atteint leur limite et ne sont plus susceptibles aujourd'hui de créer l'élan collectif nécessaire au sur-saut et à la victoire.

Un cycle historique s'achève. Il faut aller maintenant plus loin et à nouveau, comme en 1905, engager la réunification de toutes les composantes de la Gauche. Cette unité est désormais possible. Si l'union a dû se construire sur des accords gouvernementaux, c'est que perduraient de profondes divergences idéologiques et politiques. On le voit aujourd'hui, l'histoire et l'évolution du monde ont réglé nombre de désaccords. Quant aux différences de point de vue, elles traversent largement chaque organisation, mais il existe des valeurs communes à une grande partie de la gauche. Encore faut-il les affirmer et les assumer.

L'exigence d'unité doit aller de pair avec l'affirmation forte et sans complexe de l'identité contemporaine de la Gauche. Il s'agit bien de redonner de la vigueur et de la crédibilité à l'idée d'alternative politique, mise à mal par la répétition de thèses –que nous devons contester– sur la droitisation de la société française, la nécessité d'accepter sans trop de nuance le capitalisme sous prétexte de modernisme, le dépassement du clivage droite-gauche.

Naturellement, l'ambition de la Gauche doit être aussi d'assumer le pouvoir et de transformer la société par l'action gouvernementale. L'affirmation du réformisme, qui s'appuie sur le primat de la démocratie, ne doit en rien empêcher une perspective culturelle et politique plus vaste et plus radicale, car le combat de la gauche ne se limite pas à la gestion des affaires publiques. L'unité doit permettre de faire la synthèse du militantisme et de l'engagement à gauche, de la culture réformiste et de la culture contestatrice. C'est ce que Jaurès appelait « l'évolution révolutionnaire ».

L'unité au sein d'une même organisation permettra l'émergence d'une culture politique capable de concilier gestion et contestation, transformation à la fois par l'action gouvernementale et par les mouvements sociaux ou l'implication militante et citoyenne. Elle permettra d'être plus en phase avec le peuple de gauche et l'électorat populaire. En élargissant, en diversifiant, en renouvelant la base militante, elle captera toutes les énergies aujourd'hui démobilisées, notamment celles des militants associatifs ou syndicaux insuffisamment pris en compte par nos partis.

C'est à ce dépassement que nous appelons le parti socialiste ; il en va de son avenir et de celui de toute la gauche. Prenons garde à ne pas tarder et à ne pas laisser se structurer une bipolarisation au sein même de la gauche avec, d'un côté, un pôle dit de radicalité et, de l'autre, un parti dit réformiste et modéré, qui risquerait de conduire durablement à l'impuissance. Alors, au congrès de Reims, nous devons engager cette nouvelle étape de l'unité et proposer à l'ensemble des forces de gauche d'en débattre rapidement au sein d'un « comité permanent de l'unité », qui pourrait proposer les étapes conduisant à un congrès de l'unité en 2010 et à la désignation en 2011 d'un candidat commun à l'élection présidentielle. Ce congrès de l'unité pourrait être précédé de forums thématiques et, fin 2009, d'un congrès exceptionnel de chacun des partis, qui acterait la nouvelle démarche.

Il va de soi que ce mouvement doit respecter la diversité, la spécificité des histoires, des cultures de tous les courants de la gauche. L'unité ne saurait imposer à quiconque le renoncement à ses convictions, ou le simple alignement sur les positions du parti le plus fort. Pour réaliser cette tâche, le Parti socialiste a une responsabilité historique majeure. Soyons à la hauteur de cette belle ambition! Cette contribution se veut un appel à la « reconstruction collective » que devrait être le Congrès de Reims. Elle se propose, comme tant de militants le souhaitent, de générer une démarche ouverte à tous ceux qui ne veulent pas de ce réformisme au rabais qui nous est proposé et qui croient que la politique a pour objet de CHANGER LE COURS DES CHOSES.

Signez la contribution « Changer ! »
et réagissez sur le site
www.changerlavie.eu ou par mail à contact@changerlavie.eu